

## Introduction

Jacques Noyer et Bruno Raoul

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/edc/2832>

DOI : 10.4000/edc.2832

ISSN : 2101-0366

### Éditeur

Université de Lille

### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2011

Pagination : 9-14

ISBN : 978-2-917562-06-2

ISSN : 1270-6841

### Référence électronique

Jacques Noyer et Bruno Raoul, « Introduction », *Études de communication* [En ligne], 37 | 2011, mis en ligne le 07 février 2012, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/edc/2832> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/edc.2832>

---

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Tous droits réservés

---

# Introduction

Jacques Noyer et Bruno Raoul

---

- 1 Comment l'information – entendue à partir de la variété de ses supports et de ses formats médiatiques – participe de la construction territoriale, envisagée comme opération symbolique, comme structuration identitaire, comme élaboration collective ? Telle est la question à l'origine du dossier de ce numéro d'*Études de Communication*. Dans le contexte du déploiement de stratégies de reconfiguration territoriale, d'évolution des formes de l'engagement public et des pratiques culturelles/médiatiques des individus, cette livraison met l'accent tant sur la question du *rapport au lieu* – en quoi et comment les médias parlent des lieux et des espaces, qu'ils contribuent à configurer, dans et par les contenus qu'ils produisent – que sur celle du *sens des lieux* entretenu et façonné par les médias, et par là sur les images et imaginaires ainsi associés aux lieux.
- 2 Cette problématique de l'image des territoires d'une part et des imaginaires territoriaux d'autre part constitue une trame qui parcourt les différents textes de ce numéro. « Image » quand il est question de « montrer », de rendre visible sinon tangible la projection d'un lieu à advenir : image de synthèse relative à un projet d'éco-quartier, image d'une ville à travers une série télévisuelle, image(s) de(s) (la) banlieue(s) produite(s)-reproduite(s) par les médias (le « cliché » stigmatisant), image cartographique... Il en ressort l'idée d'une notion en tension pour rendre compte de ce que l'on voit, d'une part, et de ce que l'on induit en termes de valeur et selon une échelle d'appréciation positive/négative de ce que l'on voit ou qui nous est donné à voir, d'autre part. Quant à la notion d'« imaginaire », si elle peut ici se conjuguer au pluriel, c'est parce qu'elle est chargée de significations diverses – mais inscrites dans une même intention de problématisation (la question de l'imaginaire comme fondement d'une problématique communicationnelle) –, allant de l'imaginaire au sens de « ciment invisible » de toute société – ainsi en est-il du territoire tenant de la mémoire d'un lieu par exemple – en passant par celui de l'imaginaire au sens d'une idée totalement déconnectée de toute réalité physique et sociale – « un horizon futur suscitant l'espoir ». Il s'agit, à travers l'idée de « travail territorial » des médias, de rendre compte de la manière dont procèdent les médias pour contribuer à produire, co-construire, entretenir des imaginaires territoriaux.

- 3 Dans la contribution initiale de ce dossier, nous proposons, de façon exploratoire, une approche conceptuelle de la notion de *travail territorial* des médias. Cette approche est fondée sur la distinction d'un certain nombre de liens de filiation entre travaux scientifiques d'origines disciplinaires diversifiées ayant permis de situer les modes de structuration et d'identification territoriales rendus possibles par les presses nationale, régionale et locale, aux différents stades de leurs évolutions historiques. La déclinaison de formes multiples de création de *consensus locaux*, et des *offres identitaires* qu'elles sous-tendent, apparaît comme une constante de l'activité médiatique. Resituant ces perspectives à partir de travaux pionniers qui ont permis de les fonder, les propositions que nous faisons tentent – sur cette base – de saisir la question du rapport au lieu et du sens du lieu tels qu'ils peuvent être médiatiquement signifiés dans leur *matérialité spatiale*, en s'appuyant sur ce que les médias – selon les différents supports qu'ils mobilisent – tracent symboliquement et discursivement comme frontières et comme liens entre lieux, et au sein de ceux-ci. La création et l'entretien de ce que l'on peut identifier comme des *imaginaires socio-spatiaux* conduisent à s'interroger sur la dimension du/des sens partagé(s) et des modes de médiation permettant ces formes de (re)connaissance commune. Si ces opérations de « partage signifiant » ne sont pas exemptes de tensions diverses, plus ou moins corrélées aux enjeux institutionnels locaux, il apparaît qu'elles sont fréquemment liées à des *héritages* symboliques, constitutifs d'une *image* locale parfois subie et génératrice d'*images recherchées*, vecteurs d'attractivité dans des contextes concurrentiels inter-territoriaux où les logiques de marque – articulées à celles des réseaux – tendent à prendre une importance croissante.
- 4 L'article de Julien Auboussier et d'Isabelle Garcin-Marrou envisage la question territoriale sous l'angle des lieux investis par un certain type de mémoire entretenu par les bulletins municipaux. Appliquée au cas de la ville de Villeurbanne, c'est à partir des éditoriaux et des références historiques incluses dans la rubrique « Histoires vécues » que cette question est traitée : comme un « récit des origines », à dimension mythique et politique, comme un espace de partage de représentations associées à une ville qui eut à s'affirmer face à sa rivale lyonnaise. Édifiée à l'ombre de figures tutélaires ou de lieux symboliques comme les « Gratte-Ciel » emblèmes de cette cité, cette histoire – aux multiples sens du terme – trouve également à s'investir dans un registre plus global associé aux logiques migratoires et à ce que les (discours sur les) quartiers en traduisent, croisant « destin collectif » et identités différenciées.
- 5 De leur côté, Bernard Bensoussan et Sarah Cordonnier explorent également la question de la mémoire relative à un territoire (*les Minguettes*) mais en l'observant à partir du point de vue des usagers des médias – et, en même temps, habitants, professionnels ou élus du territoire – concernant les représentations médiatiques de la banlieue. A l'appui d'une enquête de terrain par entretiens filmés – de là, la présentation par les auteurs des quelques précautions épistémologiques qu'implique un tel dispositif méthodologique –, et en considérant que les discours médiatiques ont « un rôle dans la production collective de la mémoire du territoire », ils entendent mettre l'accent sur « l'effectivité différenciée du travail des médias » selon les individus et leur expérience du territoire. L'analyse du corpus d'entretiens leur permet d'observer une différence de perception par les enquêtés entre le mode d'approche des médias à portée locale (perçus de manière relativement plus positive) et la manière dont les médias nationaux traitent des événements locaux (qui relève plutôt d'une « axiologie négative »). Puis ils

font ressortir « une pluralité de représentations et de positions face aux médias », qui vont de la télévision comme objet d'équipement servant de repère dans les souvenirs familiaux aux effets délétères de la médiatisation de la banlieue en passant par la capacité des enquêtés à instrumentaliser les médias. Sur la base d'un témoignage singulier relatif à la démolition de tours, ils en viennent à pointer l'incapacité des médias à rendre compte des événements relatifs à la banlieue à partir de l'expérience vécue de ceux qui y habitent. Le spectacle médiatique relègue ainsi la mémoire du territoire dans le domaine de l'oubli.

- 6 La réflexion proposée par Céline Bryon-Portet concerne, elle, un aspect rarement abordé dans le cadre des travaux portant sur le rapport entre médias et territoires : la façon dont des productions fictionnelles contribuent à co-construire l'image – sociale, culturelle et économique – d'une ville et à en reconfigurer les représentations publiques. S'attachant au cas de la série *Plus belle la vie*, l'article envisage la façon dont cette production « travaille » un certain nombre de stéréotypes qui, à partir mais aussi au-delà des représentations convenues, ouvrent sur le traitement de questions sociétales. A partir d'un quartier imaginaire – à dimension syncrétique – et des « partages d'intimité » que la fiction propose, se dessinent les « traits caractéristiques de la société contemporaine », le lieu fictionnel spécifique s'offrant comme révélateur global de la réalité sociale, des tensions et des conflits qui la traversent. Si la vision symbolique qui est donnée des lieux et des relations est « forcément réductrice », il n'en reste pas moins que, selon l'auteure, cette vision participe d'un « imaginaire territorial » dont certains effets – en matière d'attractivité touristique, notamment – sont tout à fait observables.
- 7 L'étude d'un « événementiel » culturel – « *Nancy 2005, le Temps des Lumières* » – conduit Valérie Croissant et Bénédicte Toullec à considérer les logiques de redéfinition stratégique et de repositionnement de la presse quotidienne régionale au sein du rapport espace/culture/médias. S'interrogeant, dans un premier temps, sur la question d'une territorialité soumise à différents phénomènes de « virtualisation », les auteures envisagent, parallèlement, une « injonction de coopération » croissante impulsée par les diverses institutions. Ce type d'injonction pour des échelons territoriaux en situation de concurrence – ou de « différenciation territoriale » – génère des situations de tension à différents niveaux, regroupables en logiques de « coopération ». L'étude menée sur l'« événementiel » culturel observé révèle que la médiatisation produite par la PQR met l'accent, à l'encontre de ces tensions potentielles ou avérées, sur les dimensions consensuelles, valorisant les aspects fédérateurs de cette manifestation et la « performance organisationnelle » qu'elle représente.
- 8 Dans leur contribution relative à l'exploration de l'idée de la « ville durable », Anne Gagnebien et Hélène Bailleul montrent d'emblée comment, à travers la projection dans le futur que sous-tend le syntagme – la ville durable comme horizon de devenir de la ville –, se repère un imaginaire porteur non seulement d'un projet de territoire mais également d'un « nouveau modèle de société » visant à répondre à une question de société contemporaine (crise écologique, mixité sociale, démocratie locale). En partant du constat que l'imaginaire de la ville durable relève d'un processus de co-construction orchestré par différents acteurs, les auteures s'attachent à étudier différents types de discours, et notamment ceux des collectivités territoriales, relatifs à un tel projet innovant. Elles en viennent à expliquer en quoi l'enjeu de la communication territoriale autour du thème de la ville durable et du développement durable, dont les finalités

s'inscrivent en tension entre un impératif démocratique et des effets rhétoriques, relève d'une norme d'action communicationnelle d'imposition de nouvelles pratiques de comportement individuel. Se montrant finalement réservées sur l'idée que cette ville à advenir serait le résultat à venir d'une co-production, elles pointent ainsi les « effets rhétoriques » de la communication territoriale autour du développement durable et en arrivent à la conclusion que l'on est face à « une forme de communication intentionnelle, dissuasive-persuasive, centrée sur la crise environnementale » et dont l'objectif est de « préparer les esprits au changement ».

- 9 S'intéressant, quant à lui, à une expérimentation menée dans le cadre d'un grand projet de renouvellement urbain et visant à l'élaboration – avec l'ensemble des acteurs du territoire, et notamment les habitants – du cahier des charges d'une « plateforme d'innovation numérique et sociale » dans le domaine des services urbains, Jean-Baptiste Le Corf y discerne une action « emblématique de certaines mutations de la communication territoriale et de la gestion publique locale ». L'auteur développe son analyse en trois temps. Après avoir tout d'abord procédé à une mise en perspective et à une exploration critique de la notion d'innovation sociale afin de situer le contexte socio-politique et le cadre théorique dans lequel il convient de saisir cette expérimentation, il étudie ensuite le rôle joué par l'expertise, laquelle, valorisant l'activité d'expression des habitants sur les plateformes collaboratives numériques et, par là, « l'utilisation d'une parole 'ordinaire' liée au territoire », contribue, explique-t-il, « à légitimer l'action publique ». Dans un dernier temps, il s'intéresse de manière plus spécifique à la question de la participation des habitants. Quand bien même, relève-t-il, celle-ci est « peu effective », il en vient à identifier, derrière le recours à « l'utilisateur-innovateur », un report des responsabilités de l'action publique sur les individus, au risque, souligne-t-il, d'effacer « l'acteur public au profit du citoyen » et de rendre ainsi « plus difficile la critique de l'action publique ».
- 10 Le panorama ainsi tracé, sur les rapports complexes qu'entretiennent médias et territoires, vient se boucler par une postface où Isabelle Pailliarat remet en perspective les principaux axes de recherche actuellement développés sur ce type de question : liens entre identité territoriale et développement de la démocratie locale, stratégies des acteurs locaux aux prises avec les mutations profondes impulsées par les logiques désormais dominantes d'interterritorialisation, usages et pratiques des médias et des réseaux de communication en lien avec la transformation rapide des formes et modalités de gouvernance locale... L'analyse des modelages territoriaux par l'État et les politiques nationales mises en œuvre – liée à l'épineuse question des répartitions budgétaires – permet, par ailleurs, d'envisager les formes d'« enrôlement » étatique auxquelles pourrait être sujette une communication des territoires en manque de modèles alternatifs permettant de spécifier ses rôles propres. C'est dire si les axes de réflexion sur la thématique abordée dans ce dossier sont nombreux et constituent – à partir de ce qui, dans ce numéro d'*Études de Communication*, se veut être la première étape d'un projet plus global – un chantier ouvert, au développement duquel le laboratoire GERIICO entend être un contributeur actif.

---

## AUTEURS

### JACQUES NOYER

GERIICO – Université Lille 3

**Jacques Noyer**, GERIICO (équipe Meddiatics) EA 4073, Université Lille 3, professeur en sciences de l'information et de la communication. Ses recherches portent, notamment, sur le rôle et la place des médias, et de leurs discours, dans la co-construction des problèmes publics. Il y privilégie l'approche en termes de processus de médiatisation/médiation, d'interactions au sein de l'espace public et de pratiques discursives des acteurs. Derniers ouvrages parus : *Quand la télévision donne la parole au public. La médiation de l'information dans L'Hebdo du médiateur*, Septentrion, 2009, 325 p. ; *Figures sociales des discours. Le « discours social » en perspectives* (en collaboration avec A. Tavernier, J.-B. Legavre, B. Delforce), UL3, 2010, 247 p. Il est responsable du parcours de master « Journalisme d'Entreprises et de Collectivités » au sein de la mention de master Information, Communication, Culture, Documentation, qu'il dirige. Adresse électronique : jacques.noyer@univ-lille3.fr.

### BRUNO RAOUL

GERIICO – Université Lille 3

**Bruno Raoul**, GERIICO (équipe Meddiatics) EA 4073, Université Lille 3, maître de conférences en sciences de l'information et de la communication. A travers ses travaux de recherche, il s'intéresse plus particulièrement à la problématique de la communication dans son rapport au(x) territoire(s) et au développement local et régional. Depuis quelques années, il étudie notamment des journaux associatifs de quartier publiés dans une ville du Nord en privilégiant deux axes d'étude : la contribution de ces journaux à l'espace public local ; leur rapport au territoire et leur rôle dans la production d'un imaginaire de quartier. Il est responsable du parcours de master « Communication et développement des territoires » au sein de la mention de master Information, Communication, Culture, Documentation. Adresse électronique : bruno.raoul@univ-lille3.fr.